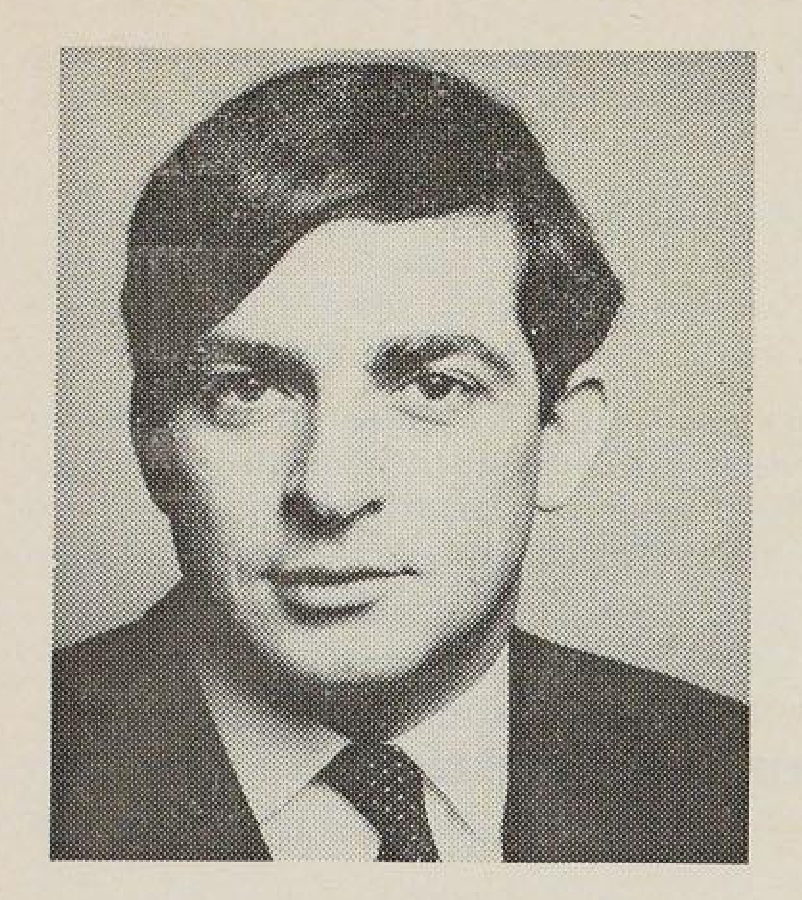
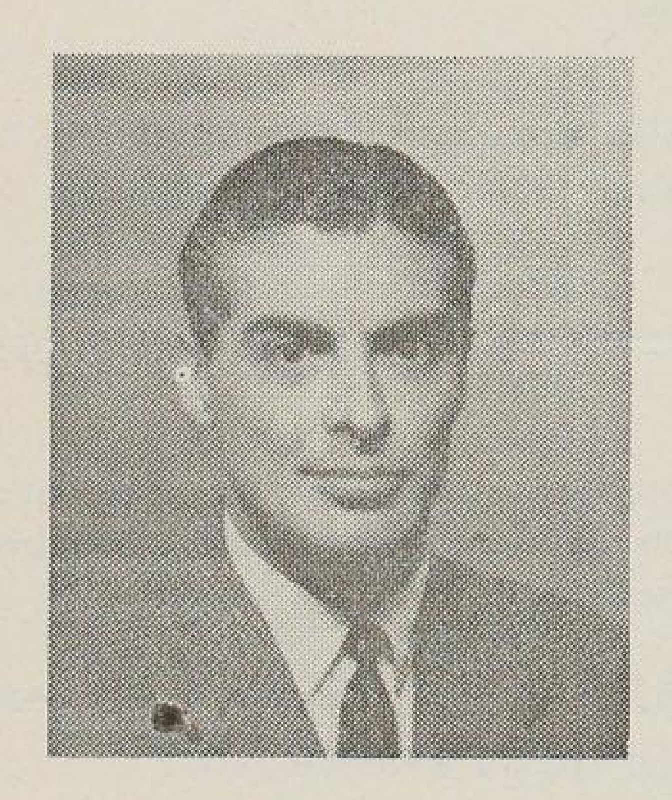


Gérard GEFEN

32 ans
Diplômé des Sciences Politiques
Licencié ès lettres
Membre du Groupe Permanent
du Comité Central de la Convention
des Institutions Républicaines



Jean VIGNAU

44 ans
Avocat à la Cour
Responsable départemental
du comité d'action laïque
Président du Conseil
des parents d'élèves de Lesparre

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

Président : **François MITTERRAND**

Electrices,

Electeurs,

Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967 auront une **portée nationale.**

Il s'agit pour les électeurs de choisir entre un **régime de pouvoir personnel,** fondé sur la volonté et les humeurs d'un seul homme et la **République de tous les citoyens.**

François MITTERRAND a choisi l'un de ses plus proches collaborateurs pour être le représentant en Médoc de la FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE, qui regroupe désormais les Socialistes, les Radicaux et les Forces nouvelles venues des clubs de pensée républicaine.

Spécialiste des problèmes de développement économique, je ne considère pas ma mission en MEDOC comme une opération de circonstance, mais comme une action nationale pour que le Médoc puisse enfin sortir de son isolement et prendre la part qui lui est due dans l'expansion de notre pays,

Sur le plan national, je m'engage devant vous à défendre aujourd'hui et demain le programme de la Fédération, qui reprend les sept options fondamentales sur lesquelles François MITTERRAND avait réuni, dès les élections présidentielles de décembre 1965, l'accord de 11 millions de Français :

Constituer une société de citoyens libres et responsables, qui restaurera et respectera les droits de l'homme et les libertés, notamment la liberté d'information, chaque jour plus bafouée par le pouvoir, les libertés syndicales et celles des collectivités locales.

Maintenir des institutions stables et démocratiques grâce auxquelles le contrôle des citoyens pourra librement s'exercer sur les actions du gouvernement sans en gêner l'efficacité. Pour cela, nous nous engageons à souscrire un contrat de législature entre le gouvernement et le parlement, qui empêchera le pays de retomber dans les erreurs passées,

Jouer, dans la politique internationale, le rôle traditionel de la France, en apportant notre contribution à la coexistence pacifique, au maintien de la paix dans le monde, notamment par le recours à la sécurité collective ainsi qu'à la construction d'une Europe des peuples, c'est à dire d'une communauté politique seule capable d'écarter à jamais les guerres, dont par trois fois en soixante ans notre pays a eu à souffrir.

Rendre la France économiquement prospère et dynamique, la ramener sur la voie de l'expansion, la libérer des liens qui l'asservissent aux intérêts égoïstes des puissants.

Faire régner la justice sociale : lutter contre la menace de chômage entretenue par le gouvernement et avouée par celui-ci dans le Plan, contre l'existence de salaires de misère encore trop nombreux (un tiers des fran-

çais gagnent moins de 500 f. par mois) contre les hôpitaux sans crédits, la détresse des handicapés, des vieux, des plus faibles, qui heurtent notre sens de la justice et de l'égalité ; **donner à chacun la part qu'il mérite dans l'expansion économique.**

Renoncer aux mirages d'une fausse politique de grandeur qui gaspille les forces vives de la nation dans les opérations dites de prestige et qui n'ajoutent rien, au contraire, à la véritable grandeur de la France. Car cette grandeur ne dépend pas de la force de destruction de nos bombes mais de la force d'expansion de nos idées, de notre culture, de notre science et de notre technique.

Donner à l'Education nationale la priorité des priorités, c'est à dire permettre à la France de prendre dès maintenant « le virage » de la révolution démographique et de la révolution des techniques, permettre à chaque français, et non plus seulement aux plus favorisés par la fortune de bénéficier d'une chance véritablement égale à l'instruction et à la promotion sociale. Pour cela nous nous engageons solennellement à réserver à l'Education Nationale 25% du budget civil de l'Etat.

Sur le Plan Local, je ne promets aux citoyens ni des projets mirifiques, ni des solutions « miracle », ni des réalisations irréalisables, mais une étude **sincère et réaliste** des problèmes qui se posent aujourd'hui et un **dialogue véritable** avec ceux qui en pâtissent. **Entre la démagogie et la technocratie, j'ai choisi la démocratie.**

Ces problèmes sont nombreux : quatre au moins doivent être résolus dans l'esprit d'efficacité et de justice sociale que, seule la Fédération de la Gauche est en mesure d'apporter :

— le scandaleux isolement du Médoc, du Verdon à Bordeaux, il n'existe **pas un seul hôpital. pas une seule maternité, pas un seul lycée !**

— la crise de toutes les activités agricoles : viticulture, élevage, sylviculture, maraîchage, etc. Petits propriétaires et salariés agricoles, vous étiez trop humbles pour attirer l'attention de nos princes et celle de vos élus ; depuis 1958, votre revenu réel a diminué de plus de 13%.

— la désertion des campagnes par les jeunes, qui entraîne de graves déséquilibres et qui risque, faute de solutions réalistes, d'entrainer le Médoc sur la voie du sous-développement.

— le développement des communes urbaines, prises entre le passé et l'avenir, et où se posent d'un seul coup tous les problèmes d'infrastructure, et notamment celui du logement, sans que ceux qui les administrent soient consultés sur les solutions qui leur sont imposées.

Qu'il s'agisse des problèmes nationaux ou des problèmes locaux, leur solution suppose la disparition du régime actuel et la venue au pouvoir d'une majorité démocratique dont seule la FEDERATION peut constituer l'axe.

C'est pourquoi, avec François MITTERRAND, je vous demande de voter utile en m'apportant vos suffrages **dès le Premier Tour.**

Ensemble, nous ferons la France plus forte, plus libre de son destin politique et économique. Ensemble, nous aiderons les français à réaliser leur légitime aspiration à vivre plus heureux. Ensemble, nous préparerons la France à tenir son rang dans la société de demain.

Que ceux qui ont fait confiance à François MITTERRAND aux élections présidentielles reportent sur le candidat qui vous est présenté le choix qu'ils avaient fait.

Avec la Fédération, l'Avenir c'est maintenant.

Vu, le Candidat,

Imp. C. Traverse. Lesparre